

Profits privés, pertes publiques : **Pourquoi la pression en faveur des écoles privées à bas coût menace l'éducation de** **qualité**

Un nouveau rapport montre que peu de preuves confirment que les écoles privées à but lucratif et à bas coût sont meilleures que les écoles publiques, dans le contexte d'une réaction de plus en plus vive contre leur présence croissante en Afrique et en Asie.

Il n'y a pas de preuve solide montrant que les écoles privées ciblant les familles à faible revenu offrent une meilleure éducation que les écoles publiques dans les pays en développement, selon un rapport important sur l'éducation privatisée à but lucratif publié aujourd'hui par la Campagne mondiale pour l'éducation. Le rapport énonce les conséquences corrosives, notamment la hausse des inégalités et de la ségrégation sociale, liées à l'accroissement de la privatisation dans l'éducation, et jette un doute sérieux sur la capacité des écoles privées à but lucratif et à bas coût à fournir une éducation de qualité pour tous.

Les écoles privées "à bas coût" ont été mises en avant comme un moyen de corriger les défaillances des systèmes d'éducation publique dans plusieurs pays en développement. Leurs défenseurs – qui comprennent la multinationale géante de l'édition Pearson PLC, les milliardaires Bill Gates et Mark Zuckerberg, le Groupe de la Banque mondiale, et le Département britannique du développement international – prétendant que ces écoles offrent une éducation de qualité, pour les familles les plus pauvres, à faible coût. Le rapport [Profits privés, pertes publiques : Pourquoi la pression en faveur des écoles privées à bas coût menace l'éducation de qualité](#) analyse ces affirmations et après avoir passé en revue un large éventail de preuves, estime qu'elles laissent à désirer. En réalité, ces écoles aggravent les inégalités sociales en créant un système injuste où la qualité de l'éducation de l'enfant est déterminée par ce que sa famille peut se permettre de payer.

Le rapport affirme que les gouvernements doivent mettre un terme à cette dangereuse expérience avec ces écoles privées à but lucratif et au contraire, s'engager à améliorer leurs systèmes d'éducation publique. Avec un financement adéquat, des politiques robustes et beaucoup de volonté politique, les gouvernements peuvent fournir une éducation gratuite et de qualité accessible à tous.

Tanvir Muntasim, responsable de la politique internationale pour l'éducation à ActionAid International a déclaré : « *Ce qui est bon pour les affaires va généralement à l'encontre de ce qui est meilleur pour les enfants et les familles défavorisés. En définitive, ces écoles privées à but lucratif veulent réaliser des bénéfices et de la croissance – avec un minimum de dépenses – au profit des investisseurs, sans songer sérieusement à la qualité de l'éducation offerte.* »

Selon le rapport, ces écoles :

- **Offrent des coûts bas au détriment de la qualité :** le sous-financement chronique du secteur de l'éducation a conduit à des résultats désastreux, mais les performances des écoles privées sont médiocres également. Les États reconnaissent que des enseignants formés constituent l'un des facteurs les plus critiques dans l'atteinte de qualité – pourtant, ils sont remplacés par des cours normalisés, souvent dispensés au moyen de tablettes et par des enseignants qui, dans les situations les plus extrêmes, n'ont suivi que 4 jours de formation.
- **Excluent les familles pauvres de l'éducation :** au Nigeria, le coût moyen de scolarisation de deux enfants dans une école privée à bas coût correspond à près de 40 % du salaire minimum – mais 60 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, avec, au mieux, un revenu représentant 72 % du salaire minimum.

- **Mettent des obstacles à l'éducation des filles** : en Inde, au Pakistan et au Kenya, des preuves attestent que les parents qui n'ont pas les moyens de scolariser plusieurs enfants préfèrent envoyer les garçons plutôt que les filles à l'école.
- **N'incluent pas les enfants handicapés** : même quand les parents d'enfants handicapés peuvent se permettre de payer les frais de scolarité, ces enfants peuvent faire l'objet de discriminations, ou même carrément se voir refuser l'admission à l'école, selon une étude réalisée au Népal.

Le rapport dessine un chemin pour offrir une éducation de qualité à tous les enfants, mais avertit qu'il n'y a pas de remède miracle. Les gouvernements devraient cesser de subventionner les écoles privées pour, au contraire, financer intégralement les écoles publiques. Pour cela, il faut des enseignants bien formés, un personnel de soutien qualifié et des installations scolaires adaptées à leur objet. En outre, les écoles publiques doivent être responsables et transparentes pour endiguer la corruption et les détournements de fonds, tandis que les écoles privées doivent également être tenues de rendre des comptes et régulées pour s'assurer qu'elles respectent les normes nationales d'éducation.

Des politiques fiscales plus intelligentes peuvent contribuer à fournir aux pays les fonds nécessaires à ces améliorations. Le rapport note que le FMI estime que les pays en développement perdent 200 milliards de dollars par année à cause des entreprises qui utilisent des paradis fiscaux. Il suffirait de 20 % de cette somme pour couvrir le manque de fonds nécessaires pour offrir une éducation de qualité pour tous.

Les gouvernements donateurs et les institutions devraient soutenir ces politiques et accroître leurs propres niveaux d'aide, qui, selon le rapport, ont stagné et diminué ces dernières années. Le rapport prévient que le fait de détourner les fonds existants au profit du secteur privé à but lucratif minera encore des systèmes publics déjà affaiblis et privera une autre génération de son droit à une éducation gratuite et de qualité.

La présidente de la CME Camilla Croso a déclaré :

« L'explosion des écoles privées à bas coût et leur soutien par les gouvernements et les donateurs, est un fléau pour les promesses des États qui se sont engagés à respecter le droit à l'éducation gratuite et de qualité pour tous il y a tout juste un an, au sommet des Nations Unies sur le développement durable. La réalisation de l'éducation de base universelle dans le monde entier a toujours été tributaire de l'édification d'un système éducatif public – et de sérieux investissements doivent être y être consacrés, au lieu d'être dirigés vers le "business de l'éducation". Il ne devrait pas y avoir de place pour le profit dans l'éducation - et certainement pas aux dépens des personnes les plus pauvres de nos sociétés. »

FIN

NOTES

- *Profits privés, pertes publiques : Pourquoi la pression en faveur des écoles privées à bas coût menace l'éducation de qualité.* Le rapport sera lancé le 6 octobre 2016 à 14h HNE pendant le Forum politique de la société civile en marge des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale.
- Le rapport peut être téléchargé dans son intégralité à l'adresse : <http://bit.ly/PPPLE>
- Pour rencontrer des représentants de la CME, veuillez contacter Sherry Abuel-Ealeh : +44 7733077927, sherry@campaignforeducation.org
- Pour plus d'information sur le travail de la CME, rendez-vous sur www.campaignforeducation.org.